

# Pour un véritable débat avec les opposants

**Jean-Daniel Balet**

Membre du comité  
SwissRespect



Une fracture lézarde la société civile. Au lieu de mesures de confinement généralisées, de dépenses publiques pour dédommager ceux que l'on empêche de gagner leur vie, une large partie des citoyens revendiquent que la prise en charge sanitaire soit ségréguée, que l'on laisse la population vivre, que le public soit objectivement informé et que les citoyens ne souffrent d'aucune discrimination sociale en lien avec leur santé.

Malgré les restrictions sur la voie publique, le comité référendaire, bénévole et hors de toute organisation partisane, a mobilisé 90.000 citoyens contre la loi Covid-19, pourtant proposée par le Conseil fédéral, acceptée par les grands partis et avalisée par les parlementaires.

## **Un débat éludé**

Le mouvement d'opposition conteste la légitimité d'une loi qui concentre le pouvoir entre les mains des conseillers fédéraux et dont les tiroirs ont été progressivement remplis en fonction des réactions de la rue aux communications du Conseil fédéral. Réclamant la sécurité du droit, il dépasse tous les clivages traditionnels.

La déconsidération ne touche pas seulement les gouvernants. Elle frappe aussi les médias de masse qui ont, pour la plupart, adopté un ton sans réplique et diffusent sans mise en perspective des données, des projections et des «certitudes

scientifiques» controversées.

Des experts en tout genre et des élus tétanisés invités sur les plateaux excommunient toute personne qui tente d'exercer son esprit critique et sa liberté d'opinion, immédiatement qualifiée de «complotiste», futur responsable des pires conséquences.

A ce stade, aucune tribune n'est offerte aux référendaires: leurs arguments sont énumérés en vrac et le micro est aussitôt tendu aux autorités. Au lieu de libérer la parole, on élude le débat.

En ces temps si particuliers, ce référendum vise à ce que l'État fédéral remette au centre de sa politique le respect de la sphère intangible de l'individu et des valeurs (dialogue, tolérance, consensus) qui fondent la vie en société. Un vaste mouvement civique et politique réclame désormais un retour de la parole au peuple et une communication médiatique objective et indépendante. Un discours vrai plutôt que fort.

La votation sur cette loi sera l'occasion pour l'assemblée des citoyens suisses de rappeler que le gouvernement de ce pays est «du peuple, pour le peuple et par le peuple» - et qu'il doit le rester à l'avenir. Et, pour les médias, de nourrir un débat démocratique qui préserve l'équilibre entre la société civile et ses autorités. ■